

PLAN CLIMAT ENERGIE TERRITORIAL ET AGENDA 21 DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND TOULOUSE ET DE LA VILLE DE TOULOUSE

Co-construction – Compte-rendu consolidé des 4 sessions
Atelier n°6 – Cohésion sociale, emploi et solidarités (mixité intergénérationnelle, lutte contre la précarité, santé, ...)

Coordination de l'atelier :

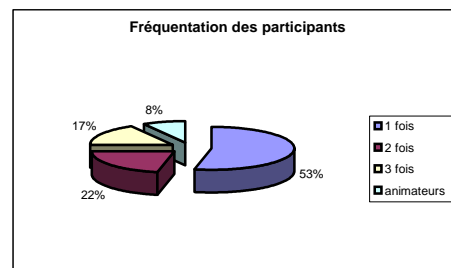
Animation : Michel KALUSZYNSKI, IES /CODEV
Rapporteurs : Dominique PLATON, Yannick DIGNAC, Joël MIELLET, Gilles LACOMBE, Hélène CHESSE
Equipe de consultants : Jeanne STEPHAN, Manon LEROY CRP Consulting

Evaluation de la participation à la co-construction

Au cours des 3 sessions, se sont 60 personnes qui ont participé à l'atelier de co-construction, « cohésion sociale » (individuel, représentant de la société civile, techniciens, élus, ...).

La première session avait accueilli 49 participants, la seconde 29 et la troisième 20.

En ce qui concerne la fidélisation des acteurs, sur les 60 participants, 28 ont assisté à au moins deux sessions, ce qui représente 47% du total des participations.



On note des profils des participants divers : citoyens, agents des villes de Toulouse, Colomiers, Saint-Orens, Launaguet, des services décentralisés, des membres de la société civile chargés de la solidarité dans les quartiers, de l'insertion, de l'habitat, et des entreprises de tailles différentes.

Les participants ont regretté l'absence de certains acteurs essentiels en matière de cohésion sociale, qui auraient pu apporter leur concours à cet exercice, notamment le Conseil Général de Haute Garonne, chef de file de la politique sociale et médico-sociale, les acteurs de l'emploi, et des représentants de la jeunesse.

Les travaux de co-construction se sont poursuivis au delà des ateliers, avec la transmission d'informations complémentaires. Ci dessous la liste des documents envoyés à retrouver en annexe :

Plan Municipal de Santé

- le Plan Municipal de Santé
- le dépliant du Plan Municipal de Santé

Articulation Bien Etre social et pression environnementale

- présentation de la grille de réflexion inspirée des travaux d'A.Boutaud
- Panorama des régions françaises face à leur santé sociale
- Note D2PE, baromètre-inégalité / pauvreté

Déroulement des sessions :

1^{ère} session :

Rappel de la méthodologie

- tour de table de présentation des participants,
- Discussion libre autour de la thématique de la cohésion sociale au cours de laquelle ont été abordés les thèmes suivants : insertion professionnelle, habitat, solidarité territoriale, transversalité, ...
- Identification d'une centaine d'idées d'actions, d'objectifs opérationnels et stratégiques (travail sur les post-it)

Extrait de la liste des post-it (voir annexe pour la liste complète)

Les comportements sociaux	
Inégalités sociales Mixité et accessibilité	Lutter contre les inégalités sociales et leurs conséquences
	Faire en sorte de ne pas aggraver les inégalités sociales à travers le Plan Climat et l'A21
	Tenir compte de la diversité des populations par âge, catégories professionnelles
	L'accessibilité et l'accès aux droits : logement, transport, éducation, emploi et les actions positives pour l'égalité
	Développement durable : miroir aux alouettes en terme de social
Agir sur les comportements	Accompagner les changements globaux par des changements humains : faire coopérer des acteurs, créer des passerelles improbables, innover, évaluer l'impact de ses innovations
	S'appuyer sur les habitants dans des logiques de progrès et pas uniquement d'aides sociales
	La prise de conscience qui passe par l'accompagnement et l'éducation
	Question de la « conscientisation » : mode de production, de consommation, ...

2ème session

- Présentation des participants
- Echanges autour de la définition d'axes stratégiques déterminés comme suit :
 - o Comment articuler les politiques publiques ?
 - o Economie, entreprises et emploi : quels rôles jouer dans la cohésion sociale ?
 - o Comment faire participer le citoyen ?
 - o En quoi le PCET peut-il contribuer à réduire les inégalités ?
 - o Améliorer la santé publique
- Répartition en sous-groupes pour identifier les actions sur chaque axe
- Restitution du travail en sous-groupe à l'ensemble

3ème session

- Présentation des participants
- Reprise du travail en sous-groupes de la seconde session, enrichissement et précisions des actions (modalités, freins)
- **Restitution du travail en sous-groupe à l'ensemble**

Les résultats de ces travaux sont présentés ci dessous.



SYNTHESE DES TRAVAUX DES GROUPES

AXE 1: Articuler les politiques publiques

De l'utilité de lier cohésion sociale et DD/PCET	Construction d'un Référentiel (une grille d'analyse) sur la base de l'approche d'Aurélien Buteaud Création d'une « université populaire de l'action publique » Approche de type Commission Consultative des Services Publics
Question des compétences, leur articulation, le pilotage des politiques publique de cohésion sociale et de DD, avec le réforme des collectivités locales en perspective	Cartographier des dispositifs A21 et d'Analyse des Besoins Sociaux à l'échelle de la CUGT. Constitution d'une stratégie visant à inclure les Analyses de Besoins Sociaux dans les A21 des territoires organiser l'articulation des A21 des communes qui composent la CUGT

AXE 2: Emploi, économie et entreprise

Cohérence public/privé	Demander l'exemplarité des pouvoirs publics Dans les lieux publics, afficher les bonnes pratiques Etablir la connexion dans la cohérence des démarches entre public et privé.
RSE - Responsabilité sociétale	La CUGT doit communiquer/aider à la communication sur le développement de la RSE sur le territoire et la favoriser
Structures juridiques innovantes appropriées: SCIC et SCOP	Valoriser le succès de l'entreprise par sa gouvernance autant que par son succès technique Lever les freins à la constitution de SCIC sur le territoire
Rôle positif et incitatif pour responsabiliser les entreprises sur le territoire	Réfléchir sur les incitations/sanctions que la CUGT peut utiliser dans le cadre de ses compétences en terme de développement économique et d'emploi (Zone d'activité, appel d'offres, ...) Mettre en place une évaluations/suivi
adéquation entre la rénovation des quartiers et la participation des habitants dans l'emploi	Favoriser l'éco-rénovation (matériaux sains, ...) et l'utilisation des nouvelles technologies, tout en accompagnant les jeunes vers ces nouveaux métiers Engager une réflexion sur les prestataires mandatés sur la réalisation des projets de rénovation et inciter au respect des critères sociaux dans les appels d'offres qu'elle émet
Emploi, entreprises et transports	Favoriser la diffusion d'informations aux entreprises du territoire sur les solutions innovantes Développer des partenariats CUGT/entreprises/citoyens sur les questions de transport
Synergie des dynamiques et la concertation/émergence inter-acteurs	Réaliser un répertoire des entreprises et des structures (compétences spécifiques / compétences externes attendues)

Mise à niveau de toutes les entreprises en matière de DD	Inciter à la formation continue des salariés dans les entreprises sur les évolutions liées au DD
Politique d'accueil chaleureuse et mobilisatrice	Créer une maison du citoyen qui permette de bénéficier d'informations sur le territoire

AXE 3: Comment faire participer les citoyens?

Promotion d'un espace public partagé	Organiser des rencontres adaptées autour de la gestion publique et des projets : constater, établir les dysfonctionnements et se mettre d'accord sur les bonnes pratiques. Elaborer une chartre du « vivre-ensemble » Organiser l'appropriation collective par l'alternative de friches
Gestion quotidienne	Animer des groupes d'habitants sur des projets Gestion de projets par le Fonds d'initiative et de participation des habitants
Vivre ensemble / Education des citoyens	Promouvoir le service civique pour la participation citoyenne Former les acteurs-relais (sociaux, agents, ...) à la démarche Faire participer les écoles Organiser des conseils municipaux de jeunes

AXE 4: En quoi le PCET peut-il contribuer à réduire les inégalités?

	Aider les propriétaires occupants les plus modestes (« habiter mieux ») Mener une démarche efficace écosolidaire (DEES) auprès des bénéficiaires du FSL
Lutter contre la précarité énergétique	Actualiser et former les travailleurs sociaux sur les dispositifs Actualiser les données FILOCOM pour calibrer les PP (logements indignes) Utiliser le diagnostic thermique aérien Sensibiliser les aides à domicile sur le repérage des problèmes énergétiques Réaliser un annuaire des relais et développer une meilleure lisibilité des dispositifs (coordonner les politiques publiques, dans le transport, par exemple) Consolider les dispositifs Former des groupes de travail Conseil Général/CAF/EDF Energie/CCAM/CPAM/MSA

AXE 5: Améliorer la santé publique

Par la promotion du sens large de la Santé	Adhésion de la CUGT au réseau « Ville santé OMS »
Par l'HABITAT – Comment lutter contre la précarité des ressources	Modulation de la facturation d'eau par une indexation à la consommation Favoriser l'accès à tous à un logement basse consommation en aidant l'éco-construction et la réhabilitation moins énergivore, dans le cadre de l'accession, du locatif ou de la réhabilitation.
Par le TRANSPORT – Comment lutter contre l'isolement	Maillage du territoire par une offre diversifiée de Transport en Commun de proximité (métro, bus, Transports à la Demande) Installation de panneaux dans la CU indiquant la comparaison des modes de déplacement (doux, TC, voiture).
Comment prévenir convenablement les risques liés à une alimentation déséquilibrée ?	Blocage des terrains de la vente pour augmenter le parc des jardins partagés/familiaux Déployer des produits de qualité (bio en proximité) dans les cantines scolaires et professionnelles, crèches et portage des repas
Comment prévenir convenablement les risques naturels, industriels et technologiques ?	Mise en œuvre et suivi d'une prévention auprès de la population des risques industriels, technologiques et naturels

OBJECTIFS	ACTIONS	FREINS / MODALITES
<p>De l'utilité de lier cohésion sociale et DD/PCET dans une perspective d'articulation des politiques publiques</p>	<p>Construire un Référentiel (une grille d'analyse) sur la base de l'approche d'Aurélien Bouteaud</p>	<p><u>Risques</u> : Incompréhension de la nécessité de croiser question sociale et environnementale. Opter pour des modes d'information et de compréhension pratiques (réunion sur place, cartographie, atelier in situ....). Dans cette perspective aller vers la création d'une « université populaire de l'action publique ».</p> <p><u>Risque</u> : Résistances à la diffusion et au partage des données (guerre des experts)</p>
	<p>Création d'une « université populaire de l'action publique »</p> <p>Approche de type Commission Consultative des Services Publics</p>	<p><u>Risque</u> : Non reconnaissance du Conseil de Développement dans ce rôle. (approche limitative de la notion de la participation)</p> <p><u>Risque</u> : Mise en concurrence des instances politiques pilotant l'environnement, la cohésion sociale et le DD, des communes et de la CUGT : tension entre compétences transférées et non transférées notamment.</p> <p>Place des commissions DD pour coordonner les acteurs politiques en associant les conseils de développement locaux.</p>
<p>Question des compétences, leur articulation, le pilotage des politiques publiques de cohésion sociale et de DD, avec le réforme des collectivités locales en perspective</p>	<p>Cartographier les dispositifs A21 et Analyse des Besoins Sociaux (diagnostic social annuel obligatoire) à l'échelle de la CUGT.</p>	<p><u>Risque</u> : Difficulté de mobiliser les acteurs si aucune perspective concrète de coordination et d'actions ne se profile.</p> <p><u>Risque</u> : Limite dans la compilation des données et dans la diffusion de ces dernières.</p>
	<p>Constitution d'une stratégie visant à inclure les Analyses de Besoins Sociaux dans les A21 des territoires</p> <p style="text-align: center;">5</p>	<p><u>Risque</u> : incompréhension de la démarche de la part des acteurs. Place et résistances des communes qui n'ont pas d'ABS et/ou d'A21.</p>
	<p>Organiser l'articulation des A21 des communes qui composent la CUGT.</p>	<p><u>Risque</u> : Difficulté de mobiliser, alors que les démarches DD sont nouvelles : difficulté face à une étape nouvelle supplémentaire.</p>

Thématiques	Objectifs	Piste d'action	Freins et modalités
<p>Comportement général</p>	<p>Cohérence public/privé</p>	<p>Communiquer, informer, faire oeuvre de pédagogie (instituer, former) Demander l'exemplarité des pouvoirs publics Dans les lieux publics, afficher les bonnes pratiques. Etablir la connexion dans la cohérence des démarches entre public et privé. Les services publics sont les mieux placés pour transmettre les bonnes pratiques</p>	<p><u>Freins</u> : Clivage entre le secteur public et le monde industriel ... L'application par les services des collectivités des engagements pris par les politiques n'est pas systématique. <u>Facteurs de réussite</u> : il faudrait que les politiques, et fonctionnels décideurs, spécialistes porteurs des notions nouvelles de développement durable, de mixité sociale, de lutte contre l'exclusion ... fassent en sorte que les personnes qui sont sous leurs ordres soient sensibilisés, comprennent et s'approprient la panoplie des objectifs et comportements facilitant le DD, afin de promouvoir les bonnes pratiques. Ne pas opposer privé/public mais se servir du secteur public pour donner la chance à ce que les choses se fassent, les collectivités doivent être des moteurs de l'innovation, être à l'écoute. <u>Actions modalités</u> : Arrêter avec la carotte ou le bâton. Plutôt jouer sur le consensus et l'exemplarité par un examen systématique des modes d'action, en s'assurant que ces actions respectent les règles que l'on attend voir respecter par le privé (économies de toutes sortes et en particulier d'énergie, règles de mobilité, processus décisionnels etc. ...).</p>

<p>RSE - Responsabilité sociétale d'entreprise</p>	<p>Encourager le développement de la RSE dans les entreprises</p>	<p>La CUGT doit communiquer/aider à la communication sur le développement de la RSE sur le territoire et la favoriser</p>	<p><u>Freins</u> : l'enjeu est d'améliorer le "faire savoir" pour une meilleure compréhension des axes, acteurs public et privé, Comment? Livre blanc ... <u>Facteurs de réussite</u> : communiquer et mettre les moyens nécessaires. Le public doit jouer son rôle (coercitif ou gratification, ...). Les moyens existent, il faut les adapter au DD, à la cohésion sociale, à la RSE <u>Actions</u> : Créer des passerelles Créer une dynamique systématique, un livre blanc qui s'appuiera sur une cartographie des acteurs et moyens.</p>
<p>Structures juridiques innovantes appropriées: SCIC et SCOP</p>	<p>Promouvoir le statut SCIC (ou parfois de SCOP) comme outil de gouvernance innovant en matière de développement durable</p>	<p>Valoriser le succès de l'entreprise par sa gouvernance autant que par son succès technique Lever les freins à la constitution de SCIC sur le territoire</p>	<p><u>Frein</u> : législation juridique très complexe qui se met en oeuvre sur ces thèmes. <u>Facteurs de réussite</u> : Etablir une connivence plutôt qu'une opposition entre les collectivités et l'entrepreneur innovant qui va dans le sens de la politique de la collectivité. Regarder ce qui se fait à l'étranger (Espagne, catalogne, complexe de coopératives de Mondragon, Italie) Communiquer sur les SCIC (« success story ») qui marchent sur le territoire : websourd, mobilib... <u>Partenaires</u> : universités, têtes de réseau (Urscoop) et SCIC en activité à titre d'exemple et de témoignages <u>Actions</u> : former et sensibiliser aux questions de la coopération, de l'entreprise coopérative et des partenariats public privé d'intérêt collectif.</p>

<p>Organisation et développement durable</p>	<p>La CUGT doit jouer un rôle positif et incitatif pour responsabiliser les entreprises sur le territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les pouvoirs publics doivent adopter une attitude exemplaire en terme de développement durable (DD) dans leurs pratiques de fonctionnement (critères et clauses des marchés publics,...) 	<p>Réfléchir sur les incitations/sanctions que la CUGT peut lancer dans le cadre de ses compétences en termes de développement économique et d'emploi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - critères DD pour l'intégration dans une zone d'activité, ISO 26000 sur la RSE, clause participative - Mettre en place une évaluations/suivi 	<p><u>Actions :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - travailler avec les services de la CUGT pour utiliser des critères d'intégration DD dans les pépinières et zones d'activités - Véhiculer ces critères lors des actions de communication et de promotion en faveur de la création d'entreprise (salon créactiv) - Favoriser la transversalité entre services de la CUGT pour améliorer la diffusion de l'information et des bonnes pratiques (valorisation des acteurs de l'ESS et du DD, initiatives des grandes écoles et des centres de formation des entrepreneurs)
---	--	--	--

<p>Question de l'emploi dans les quartiers sensibles</p>	<p>Encourager une adéquation entre la rénovation des quartiers et la participation des habitants dans l'emploi engendré sur le territoire</p>	<p>La CUGT doit favoriser l'éco-rénovation (matériaux sains, ...) et l'utilisation des nouvelles technologies, tout en accompagnant les jeunes vers ces nouveaux métiers</p> <p>La CUGT doit engager une réflexion sur les prestataires mandatés sur la réalisation des projets de rénovation (entreprises multinationales ou TPE, PME ?) et inciter au respect des critères sociaux dans les appels d'offres qu'elle émet</p>	<p>Freins : Si on sait attirer des entreprises sur un territoire, on ne sait pas comment les encourager à y rester. Exemple: caution remboursable? L'enjeu de la mobilisation des acteurs locaux à la construction d'une politique de l'emploi concertée : cf. MDE Toulouse; difficulté de nouer un partenariat avec pôle emploi national, ... Méconnaissance chez les personnels techniques des nouvelles notions sociétales qui sont exigées par les politiques et/ou les citoyens. Manque d'information initiale sur ce qui est déjà réalisé par la CUGT</p> <p>Action :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nécessité, au sein des services, d'audit, sensibilisation, transmission forte des concepts et objectifs aux personnels pour réduire le fossé entre les pouvoirs publics et les citoyens. - Inclure dans le grands projet de ville (GPV) et dans la gestion de la ZFU une notion participative des acteurs socio-économiques des quartiers. L'objectif est de faire émerger des programmes de rénovation urbaine n'agissant pas seulement sur le bâti ou sur l'implantation de nouvelles entreprises cherchant la défiscalisation, mais travaillant également sur le maillage des acteurs locaux de l'emploi et de la création d'activité dans ces quartiers
---	---	--	--

<p>Emploi, entreprises et transports</p>	<p>Favoriser la diffusion d'informations aux entreprises du territoire sur les solutions innovantes qui sont à leur portée en matière de déplacements alternatifs</p>	<p>- Valoriser les initiatives existantes et pragmatiques liées au développement durable - Développer des partenariats CUGT/entreprises/citoyens sur les questions de transport</p>	<p><u>Freins</u> : les informations sont encore insuffisantes sur les PDE et autres démarches Une grande partie des nouveaux arrivants appartient à des CSP élevées qui sont peu sensibles aux questions de transports collectifs. <u>Actions</u> : Mieux communiquer sur les PDE au delà des actions déjà en cours, peut-être dans un registre différent.</p>
<p>Manque de communication inter compétences.</p>	<p>Favoriser la synergie des dynamiques et la concertation/expérimentation inter-acteurs Travailler sur des expérimentations communes</p>	<p>Réaliser un répertoire des entreprises et des structures de collectivités touchant au développement durable sur ses trois composantes (environnement, économique, social) en énumérant leurs compétences spécifiques ainsi que des compétences externes attendues, ceci sous forme de base de données</p>	
<p>Mutation des emplois par rapport au développement durable</p>	<p>Veiller à la mise à niveau de toutes les entreprises en matière de DD</p>	<p>Inciter à la formation continue des salariés dans les entreprises sur les évolutions liées au Développement durable</p>	
<p>les nouveaux toulousains</p>	<p>Créer une politique d'accueil chaleureuse et mobilisatrice sur le territoire du Grand Toulouse - Communiquer sur les enjeux du développement durable ici à Toulouse - Favoriser la participation citoyenne des nouveaux arrivants de l'agglomération</p>	<p>Créer une maison du citoyen qui à la fois permette de bénéficier d'informations sur le territoire et qui permette aussi une appropriation du citoyen aux enjeux locaux du développement durable</p>	

OBJECTIFS	ACTIONS	FREINS / MODALITES
<p>Promotion d'un espace public partagé</p>	<p>1) Organiser des rencontres adaptées autour de la gestion publique et des projets de développement durables : constater, établir les dysfonctionnements et se mettre d'accord sur les bonnes pratiques.</p> <p>2) Elaborer une chartre du « vivre-ensemble »</p> <p>3) Organiser l'appropriation collective de terrain en friches</p>	<p>- Les rencontres doivent se dérouler dans la convivialité (petit dej, apéro, ...)</p> <p>- Utiliser une méthodologie à l'appui d'outils cartographiques même à l'échelle d'un quartier pour identifier les zones à améliorer, à investir, ...</p> <p>- Le temps de ces actions est éphémère</p> <p>- Freins : fonciers privés</p>
<p>Gestion quotidienne</p>	<p>1) Animer des groupes d'habitants sur des projets</p> <p>2) Gestion de projets par le Fonds d'initiative et de participation des habitants</p> <p>= Développer la création de projets par les habitants</p>	<p>- Les rencontres et les groupes de travail doivent se dérouler dans la convivialité</p> <p>- Il faut impliquer les relais de proximité (assos...)</p> <p>- Ces actions représentent un travail de long terme et impliquent un travail de sensibilisation de l'ensemble des relais (travailleurs sociaux, associations, école...)</p>
<p>Vivre ensemble / Education des citoyens</p>	<p>1) Promouvoir le service civique pour la participation citoyenne</p> <p>2) Former les acteurs-relais (sociaux, agents, ...) à la démarche</p> <p>3) Faire participer les écoles</p> <p>4) Organiser des conseils municipaux de jeunes</p>	<p>Financeurs : collectivités territoriales, OPCA, FSE</p>

OBJECTIFS	ACTIONS	FREINS / MODALITES
<p>Lutter contre la précarité énergétique</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Aider les propriétaires occupants les plus modestes (« habiter mieux ») 2) Mener une démarche efficace écosolidaire (DEES) auprès des bénéficiaires du FSL 3) Actualiser et former les travailleurs sociaux sur les dispositifs 4) Actualiser les données FILOCOM pour calibrer les PP (logements indignes) 5) Utiliser le diagnostic thermique aérien 6) Sensibiliser les intervenants à domicile sur le repérage des problèmes de précarité énergétique 7) Réaliser un annuaire des relais et développer une meilleure lisibilité des dispositifs (8) Consolider les dispositifs 9) coordonner les politiques publiques : Former des groupes de travail Conseil Général/CAF/EDF Energie/CCAM/CPAM/MSA 	<p>Acteurs : communes, bailleurs, points info énergie</p>

Objectifs	Piste d'action	Freins et modalités
Par la promotion de la Santé dans son sens large (maladie, bien être, cadre de vie vivable)	Adhésion de la CUGT au réseau « Ville santé OMS »	
Par l' HABITAT – Comment lutter contre la précarité des ressources (énergie et eau) ?	<p>Modulation de la facturation d'eau par une indexation à la consommation</p> <p>Porteur : CUGT</p> <p>Cibles : les consommateurs les plus défavorisés dans l'objectif de réduire la précarité énergétique, et les gros consommateurs dans le but de préserver la ressource en eau</p>	<p><u>Explication</u> : inversement de la logique plus on consomme moins la facture est élevée.</p> <p><u>Freins</u> : disparité de la gestion et des distributeurs, enjeux financiers.</p> <p><u>Éléments à approfondir</u> : quid des entreprises consommatrices d'eau ? Quelle intégration de ces critères restrictifs sans pénaliser certains producteurs ?</p> <p><u>Facteurs de réussite</u> : retour d'expérience de la mise en place d'une tarification progressive de l'eau sur la part communale du Sequestre depuis 2009 qui a permis de réduire la consommation de 7% en 20091</p> <p><u>Calendrier</u> : action phare à moyen terme</p> <p><u>Critère d'évaluation</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> -% de diminution de la consommation d'eau annuel -diminution des aides sociales pur régler les impayés <p><u>Priorité</u> : action prioritaire ***</p> <p><u>Partenaires</u> : fournisseurs d'eau privés et publics</p>
	<p>Favoriser l'accès à tous à un logement basse consommation en aidant l'éco-construction et la réhabilitation moins énergivore, dans le cadre de l'accession, du locatif ou de la réhabilitation.</p> <p>Porteurs : CU</p> <p>Cibles : les individus a faible revenus dans l'objectif de les accompagner financièrement, les logements énergivores</p>	<p><u>Explication</u> : au delà du droit au logement pour chacun, aide au logement peu consommateur.</p> <p><u>Calendrier</u> : Court ou moyen terme</p> <p><u>Freins éventuels</u> : budget</p> <p><u>Facteurs de réussite</u> : mobilisation des partenaires financiers, action à prioriser dans le cadre du PLH</p> <p><u>Partenaires</u> : partenariat public privé (HLM, financeurs, ADEME, ...)</p>

¹ (http://www.lesequestre.fr/quelques-unes-de-nos-realizations-465.html#Economies_d_eau)

<p>Par le TRANSPORT – Comment lutter contre l'isolement social ?</p>	<p>Maillage du territoire par une offre diversifiée de Transport en Commun de proximité (métro, bus, Transports à la Demande)</p> <p>Porteurs : CU, CG, TISSEO</p> <p>Cibles : usagers à faible revenus étant obligé de s'éloigner du cœur de l'aire urbaine du fait coût de l'habitat</p>	<p><u>Calendrier</u> : moyen et long terme</p> <p><u>Facteur de réussite</u> : harmonisation des différents dispositifs de déplacements à la demande (TAD, initiatives communales, mobybus, ...)</p> <p><u>Éléments à approfondir</u> : l'intégration de solutions prenant en compte l'insertion sociale et le handicap serait une façon de diversifier l'offre (entreprises adaptées pour conduite et maintenance des véhicules, ...)</p> <p><u>Partenaires</u> : CU, CG, TISSEO, associations d'insertion et entreprises adaptées.</p> <p><u>Freins éventuels</u> : les intérêts particuliers de chacune des parties prenante.</p>	
	<p>Installation de panneaux dans la CU indiquant la comparaison des modes de déplacement (doux, TC, voiture).</p> <p>Objectifs rattachés: Favoriser les déplacements en mode doux dans le but de promouvoir la santé liée d'une part à l'activité physique et d'autre part à la diminution des particules émises par les véhicules.</p> <p>Porteurs : CU</p> <p>Cibles : tous les usagers</p>	<p><u>Freins</u> : étalement urbain</p> <p>opportunité : densification aux abords des gares et stations de TC.</p> <p><u>Calendrier</u> : court terme</p> <p><u>Freins éventuels</u> : nécessité de prévoir des parking relais</p> <p><u>Facteurs exogènes et volontaires de réussite</u> : augmentation du coût de carburant incitant les usagers à se déplacer autrement ; plan de communication autour de la santé et des déplacements doux ; coût abordable du projet</p> <p><u>Critère d'évaluation</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> -diminution du taux de particules -meilleure fluidité du transport dans le centre ville de Toulouse <p><u>Partenariat</u> : ORAMIP, Observatoire de l'environnement de Toulouse.</p>	
<p>la PREVENTION –</p>	<p>Comment prévenir convenablement les risques liés à une alimentation déséquilibrée ? Par l'accès à une alimentation et une culture raisonnée</p>	<p>Blocage des terrains à la vente pour augmenter le parc des jardins partagés/familiaux</p> <p>Porteurs : CU et Villes concernées</p> <p>Cibles : individus à faibles revenus, sensibilisés à la démarche mais ne possédant pas la place ; promoteurs ; architectes</p>	<p><u>Calendrier</u> : Court terme</p> <p><u>Freins</u> : Rentabilité pour les promoteurs et architectes, coût du foncier au départ</p> <p><u>Facteurs de réussite</u> : implication des élus et des habitants, faible coût de fonctionnement</p> <p><u>Critères d'évaluation</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> -nombre de terrains dédiés aux jardins -impact sur la santé et la cohésion sociale à long terme de ces dispositifs

		<p>Déployer des produits de qualité (bio en proximité) dans les cantines scolaires et professionnelles, crèches et portage des repas.</p> <p>Porteurs :</p> <p>Cibles : enfants scolarisés</p> <p>adhésion de la CUGT au réseau « Ville active » du PNNS</p>	<p><u>Facteurs de réussite</u> : préservation des zones de maraîchage et création de nouvelles zones du maraîchage si possible raisonnées à travers l'aide financière aux communes</p> <p><u>Éléments à approfondir</u> : Est ce possible de favoriser les circuits courts dans nos marchés publics (pas de discrimination géographique, pas de saucissonnage des AO, ..)</p>
	<p>Comment prévenir convenablement les risques naturels, industriels et technologiques ?</p>	<p>Mise en œuvre et suivi d'une prévention auprès de la population des risques industriels, technologiques et naturels</p>	

ANNEXES

Liste des post-it (session 1)

La cohésion sociale, enjeux complexe	
Questionnement sur la cohésion sociale	Cohésion sociale et précarité : que faire ?
	Qu'est ce que la cohésion sociale ? est ce une notion clairement partagée ?
	Quelle place sociale pour l'Homme tout au long de sa vie ? (intergénérationnel, lien social)
	Quel territoire pour une cohésion sociale active, réactive et productrice du service de l'homme ?
	Quel impact sur l'environnement, pour quel niveau de cohésion sociale ? ou quel niveau de pollution pour quel niveau de bien être collectif ?
	Faire un rappel sur la notion de cohésion sociale
Ce que l'on associe à la cohésion sociale	L'homme au centre du dispositif, deux composants : l'enfant (crèche et espaces de loisirs) et les personnes âgées (isolement physique et psychologique)
	Intergénération : le lien social
	Importance de la mixité intergénérationnelle
	Cadre de vie et bien être transgénérationnel
	Faire jouer l'intergénération
	De la prise en compte égalitaire de la population sur tout le territoire (petites communes et grandes communes)
	Mixité sociale, habitat, scolarité, discrimination positive « raisonnée »
	Cohésion sociale et solidarité : un travail, une relation de proximité
	Cohésion et innovation sociale
	La cohésion sociale ne se décrète pas. Contradiction : l'offre sociale va parfois à l'encontre d'une mixité des populations. La proximité dans les services sont un obstacle à sortir des quartiers
	Cohésion sociale et tissu associatif
	Mettre l'humain au centre et aller au-delà du discours des spécialistes
Croiser l'IDH et l'empreinte écologique : incidence avec la cohésion sociale	

La lutte contre les inégalités sociales	
Inégalités sociales	Lutter contre les inégalités sociales et leurs conséquence
	Faire en sorte de ne pas aggraver les inégalités sociales à travers le Plan Climat et l'A21
Mixité et accessibilité	Tenir compte de la diversité des populations par âge, catégories professionnelles
	L'accessibilité et l'accès aux droits : logements, transports, éducation, emploi et les actions positives pour l'égalité
	Développement durable : miroir aux alouettes en terme de social

Les comportements sociaux	
Inégalités sociales Mixité et accessibilité	Lutter contre les inégalités sociales et leurs conséquence
	Faire en sorte de ne pas aggraver les inégalités sociales à travers le Plan Climat et l'A21
	Tenir compte de la diversité des populations par âge, catégories professionnelles
	L'accessibilité et l'accès aux droits : logements, transports, éducation, emploi et les actions positives pour l'égalité
	Développement durable : miroir aux alouettes en terme de social
Agir sur les comportements	Accompagner les changements globaux par des changements humains : faire coopérer des acteurs, créer des passerelles improbables, innover, évaluer l'impact de ses innovations
	S'appuyer sur les habitants dans des logiques de progrès et pas uniquement d'aides sociales
	La prise de conscience qui passe par l'accompagnement et l'éducation
	Question de la « conscientisation » : mode de production, de consommation, ...
Travailler en réseau d'acteurs, articuler les actions, définir des méthodes communes de travail, ...	Développer la logique de réseau entre les employeurs et les demandeurs d'emploi
	Travailler la logique de réseau institutionnel
	S'appuyer sur les associations de quartier pour développer le lien social
	Mise en forme de réseau d'initiatives locales (banque d'idée, projet, acteurs) évolutives et ouvertes
	Utiliser les partenariats, travail en réseau (asso, etc, ...)
	Faire l'inventaire de tous les organismes / associations qui interviennent dans le domaine de l'emploi pour identifier leur contribution à la cohésion sociale
	Les outils : plan territoriaux, labels et chartes, ...
	Politique de la ville et DD : enjeu de cohérence des différents plans territoriaux d'aménagement et de cohésion sociale
	La mutualisation des services comme facteurs de cohésion sociale et de réduction de l'empreinte environnementale
	la transversalité doit être impulsée et portée politiquement pour devenir effective et être évaluée
	à ce jour, la cohésion sociale n'est « que » la résultante d'un faisceau d'actions peu ou pas concertées entre elles. La finalité de cet atelier serait d'arriver à une cohésion de ces actions pour plus d'efficacité
	question (de la mairie de Toulouse) : comment articuler des actions transversales immédiates entre les services
	Constituer une base de donnée des acteurs avec quelques mots clefs identifiant leur champs d'action et leurs attentes
	Démultiplier les savoirs des experts de différentes (NDR : organisations ?) et les regrouper afin de s'unir pour créer / développer la cohésion sociale
	Construction à l'échelle du quartier
perennisation d'ateliers « cohésion sociale après mai 2011 ?	
Donner plus de temps à l'atelier pour élaborer : des pistes de travail, des solutions (cf. P.M.S. : 3 vendredi soirs, 3 samedis complets)	

Des thématiques à travailler ?	
général	Proposition de problématique de l'atelier : l'inclusion sociale de tous les habitants de la CU doit être au centre d'une démarche de DD
Santé	Prendre en compte et promouvoir la santé comme finalité du Plan climat / A21

	Développer une politique sociale innovante recherchant des éléments d'actions compatibles avec l'évolution de la société
	Plan municipal de santé (décembre 2010), liste pistes de travail
	Indice de santé sociale pour des prescriptions
	Développer des structures permettant aux personnes défavorisées de confectionner des repas le plus équilibré possible
Egalité des chances, femmes/hommes	Qu'est ce que l'égalité des chances, face au principe constitutionnel d'égalité des droits ?
	Egalité homme/femme : dans l'accès à l'emploi, dans la rémunération
	1er indicateur du développement humain : la place des femmes
	égalité homme/femme, parité
Service à la personne	Comment faciliter l'accès des populations aux services à la personne ?
	Communiquer sur l'existence de ces accès pour mieux les faire connaître et les utiliser.
Habitat	Demande réelle 25% logement social, aujourd'hui prise en compte à 15%
	Quels outils pour promouvoir une véritable mixité sociale au sein des immeubles et non pas entre immeubles lors des opérations d'aménagement ?
	Prendre en compte le vieillissement de la population et la problématique du retraité propriétaire a revenu modeste afin d'éviter la dégradation du parc immobilier
	Donner l'envie aux élus de promouvoir l'idée d'avoir du logement social sur leur commune (démonstration de réussites sur les communes de CUGT)
	Respect de la dignité humaine en terme de logement
	Réfection des bâtiments : donner envie de sortir pour « regarder » la ville
	Densification et diversification de l'habitat et bien vivre ensemble
	Planification de la cohésion sociale
	Apporter des réponses concrètes aux personnes aide réhabilitation logement par exemple)
	Prendre en compte la place des personnes âgées dans la lutte contre la précarité énergétique et les déplacements
	Question relative : mettre en adéquation le coût (exemple loyer avec normes BBC ou autres) et revenus faibles voire très faibles des publics en grande difficulté
	Outils : comment grouper les habitants qui souhaiteraient cohabiter pour partager un projet écologique et sociale afin de réduire l'impact environnemental et faciliter la mixité sociale et générationnelle
	Logement social, mixité, intergénération (cf. PLH de la CUGT)
	Développer des projets d'habitats intergénérationnels : 1) dans les logements sociaux 2) dans les autres logements
Energie	Nécessaire bilan initial des actions de politique énergétique (ce qui a été succès)
	Formation des acteurs sociaux au levier de maîtrise des dépenses énergétique
	Plan de lutte contre la précarité énergétique
	Démarche éducative et préventive en matière d'économie d'énergie
Mobilité, transports	Se soucier des accès à la mobilité des personnes en difficulté, isolées ou non.
	Covoiturage, aides / participations aux frais de transport

Lieux, espaces de convivialité	Développer des jardins familiaux
	Développer les lieux de vie, les évènements culturels pour permettre aux gens de se rencontrer, de mieux se connaître pour développer le lien social
Emploi / Economie / Entreprises	Cohésion sociale : équilibre qui doit être l'objectif de tous les acteurs publics comme économiques
	Entreprise actrice de la cohésion sociale => responsabilité sociétale
	Dynamique d'emploi visant les bassins de vie
	Développement économique durable doit se faire avec une insertion durable des personnes
	Au bout du compte, toutes les actions vont avoir un besoin de financement. En tête de ligne, les entreprises seront quasiment les seules à financer. Jusqu'où pourrons nous aller sans les mettre en péril ?
	Rôle de l'entreprise
	Ne pas exclure l'entreprise, surtout pas !
	Rôle moteur social de l'entreprise
	Ne pas tenir compte uniquement de l'économie mais travailler dans une démarche socio-économique
	Positionner l'économie comme gestion de la richesse (savoir, savoir faire, développement local, développement humain, représentation) et une gestion de la rareté (argent, moyens de production)
	Structurer un soutien aux initiatives et aux porteurs de projets comme le volontariat, mobilité internationale, création d'activités et Ess (?)
	L'économie sociale et solidaire : facteur de rapprochement entre l'humain et l'économique
Intérêt porté au rapprochement de l'économique et du social car ça me paraît être une obligation aujourd'hui. Cette réflexion conduit à se poser la question du « projet » : qui élabore et comment est élaboré le « projet » (de type paternaliste, participatif, autonome, etc...)	
Participation citoyenne	Décliner la démarche globale et transversale sur le territoire pour : accompagner la participation de tous, leur implication et l'adaptation locale.
	Cohésion sociale et cohérence / coordination, la place du partenariat tourné vers l'homme et la citoyenneté participative
	Associer les usagers à l'évolution participative des politiques publiques
	Faire participer les habitants des différents quartiers : qu'est ce que les gens attendent d'un PCET ?
	Mettre à disposition des habitants des informations accessibles pour leur permettre de participer à la démarche s'ils le souhaitent
	S'appuyer sur les ressources et les forces positives des gens et des quartiers
	Acceptabilité et appropriation des politiques (publique) par les populations concernées
	La cohésion sociale n'est elle pas présente quand une ou plusieurs personnes peuvent construire elles-mêmes leur projet ? (ex : GAF) Donc comment / avec qui travailler la « participation » des personnes concernées par une idée ?
	Participation et partage : revenir aux valeurs humaines, agir sur les comportements des hommes, imposer pour recréer un nouveau cadre social de partage
	Comment développer l'esprit civique, respect de l'autre, respect de l'environnement ?
	Comment se rapprocher des habitants ? Attention aux structures trop complexes. Etablir le pont.
	La participation de ceux qui ne participent pas comme exigence démocratique et outil de durabilité

**Liste des participants à l'atelier 6 (ayant participé à au moins l'une des sessions)
Merci à l'ensemble des participants pour leurs contributions**

AJAVON Guillaume	
ALBERTIN Eve	
BARBARIN Arielle	GRAND TOULOUSE
BARRERE Corinne	Députée GT/ Conseillère députée emploi Colomiers
BARRIERA Valérie	
BASCOUL Jean-Jacques	Direction Déléguée GDF-SUEZ
BODOIRA Pierre	OPPIEDA
BONNET Denis	Habitant de Toulouse retraité
BORIES Muriel	CCAS
BOURGADE Alice	Mairie de Toulouse
BOUTES Oriane	DREAL
CAM Bruno	ADQL + MAISON INITIATIVE
CARLET Yasmine	AMBITION TOULOUSE 21
	Créa'Part / Ambition Toulouse 21
CHESSE Hélène	CED-SARL
CICCHELERO Valérie	SCHS
CLEMENT Germain	CCPS
COIRIER David	Mission Grand Projet de Ville
CONTAL Jean-Marie	
DIGNAC Yannick	mairie saint Orens de Gameville
DJERBOU Soraya	EDF pole solidarité
DONATY carole	

DRUILLE Bruno	Saint Simon Environnement
FARAUT Renée	DREAL
FARCY Marie-Claude	Mairie de Launaguet
FASSINO Béatrice	edf
FERRE Nathalie	
GANDOUET Benjamin	Association Oncopôle de Toulouse
GOLLER Christian	Agenda 21 Balma
GOMES Patrick	VT
ISACH Bernard	mission égalité
IVARS Karine	ENVOI
JARRY Pascal	
KALUSZYNSKI Michel	IES/ CODEV
KNOCHENMUS Sarah	Déléguée solidarités mairie de ST Orens
KOSTINE Pascale	Mairie de Launageut
LACOMBE Gilles	Maire Adjoint Launaguet
LANDAT Claire	la serre
LARICQ Philippe	
LARRIEU Paulette	Emmaus
LAURENT	Mairie de Colomiers - Grand Tlse
LECLERCQ Daniel	La Poste
LEON Hervé	
LE SEACH	cugt
LINET Jean-Marc	Agenda 21

MATHIEU Patrick	DSI
MAZENE Lucien	URAF Midi-Pyrénées
MILLET Anne Marie	
MIELLET Joel	MARIE DE TOULOUSE
MOORE Damian	
NEGRET Gérard	
ORTUNO Fred	COUAC
PLATON Dominique	SCIC Mobilib
POPOV Bernadette	
REYNA SANCHEZ Gilles	
ROUYRE Anne-Marie	CCAS Mondonville
RUCHE	association Ludysol
SEGUINES Yannick	mairie colomiers
STEPHAN Jeanne	CRP Consulting
TRIOGOSSE Corinne	ALUNA
VAN ROSSEM	SA COLOMIERS HABITAT
WAEGHEMAEKER Florent	Mairie de Toulouse